



Par Laurent Ottavi • 07/04/2024 • Environnement

« Le recyclage est devenu un alibi pour le jetable » - Flore Berlingen

Le recyclage n'est pas le remède miracle qui permettra de maintenir nos modes de consommation actuels. Flore Berlingen, directrice de *Zero Waste France* de 2013 à 2020 et co-fondatrice de L'Observatoire du principe pollueur-payeur, auteure de *Recyclage : le grand enfumage, comment l'économie circulaire est devenue l'alibi du jetable* (Rue de l'échiquier, 2020) et de *Permis de nuire : sous le règne des pollueurs-payeurs* (2022), invite à penser le recyclage non pas seulement comme un ensemble de procédés techniques, mais comme un système économique dont elle souligne les importantes limites.

Laurent Ottavi (Élucid) : Votre livre paru en 2020 cible l'orientation que les grands groupes et les gouvernants donnent à leurs engagements écologiques. Le recyclage serait-il l'arbre qui leur permet de cacher la forêt ?

Flore Berlingen : Le simple fait de recycler ne rend pas un objet durable ou soutenable. Les efforts en ce domaine ne se sont d'ailleurs pas accompagnés d'une remise en question des activités fondées sur l'emballage à usage unique. Les objets en eux-mêmes sont eux aussi toujours conçus pour une durée de vie limitée, en tout cas beaucoup plus courte que ce qu'il serait possible de faire, quand ils ne sont pas à usage unique. Ils ne sont en général pas réparés, car acheter du neuf coûte moins cher, ou ils sont jetés avant d'être hors d'usage. Le recyclage est utilisé comme un écran de fumée, d'où le sous-titre de mon livre, afin de ne pas mettre les

réglementations nécessaires à l'ordre du jour. Il sert à rassurer les consommateurs qui pensent pouvoir, de cette manière, proroger leurs modes de vie.

D'autre part, le recyclage est aussi un écran de fumée, dans le sens où il recouvre plusieurs réalités très différentes en raison de ses difficultés opérationnelles. Dès qu'on récupère de la matière et qu'on la réutilise dans un cycle de production, on parle de recyclage, or il faut examiner si les conditions nécessaires sont réunies, ses différents niveaux et ses différentes qualités. Ce n'est pas du tout la même chose de parler d'un recyclage en boucle ouverte ou fermée ou d'un circuit de recyclage local ou complément mondialisé. Cela n'a pas la même valeur d'un point de vue social, économique, environnemental et d'autonomie des différents pays ou régions concernés.

Élucid : Centrer les enjeux autour de la figure du consommateur responsable ne revient-il pas à reprendre la logique des grands groupes, qui ne veulent pas que les structures économiques et sociales actuelles soient interrogées ?

Flore Berlingen : Les campagnes financées par les entreprises donnent aux gens l'impression qu'ils sont responsables des nuisances écologiques, qu'ils devraient trier davantage et mieux. **En critiquant cette approche, je n'insinue cependant pas que le fait de recycler ne serve à rien.** Si on a fait l'usage le plus intense possible d'un objet conçu pour une durée de vie longue, il est évidemment souhaitable qu'il soit ensuite recyclé. Le problème est plutôt que le tableau de responsabilité est complètement renversé à l'avantage de l'entreprise.

La question à se poser, qu'empêche de voir la perception des enjeux sous l'angle du consommateur, est celle de pourquoi tous ces objets et emballages jetables sont sur le marché. Ils ne répondent pas à une demande innée de consommation. La demande a été construite par une pression marketing et publicitaire considérable. Ils posent, par conséquent, avant tout des problèmes de production.

En plus de vouloir détourner l'attention des grands enjeux, qu'attendent les grands groupes et les gouvernements du financement du recyclage ?

Il y a aujourd'hui bien plus d'argent qui va vers le recyclage que vers le réemploi des objets, un secteur qui en a pourtant lui aussi besoin, pas forcément pour de l'investissement technologique, mais parce qu'il y a des circuits logistiques à financer et du travail à rémunérer. Le recyclage séduit plus les investissements privés, car ce type de solution attire une économie fondée sur des volumes importants où l'on peut espérer dégager des marges fortes.

Le réemploi, à l'inverse, a le désavantage pour les grosses entreprises de reposer sur un modèle différent, qui s'appuie sur la petite échelle. Le public suit la même direction que les organisations privées, car les acteurs du recyclage ont besoin de soutiens pour faire effet de levier sur les investissements privés.

« Si le recyclage est considéré comme la solution

principale pour rendre soutenable notre niveau de consommation, il faut des capacités de recyclage aujourd'hui inexistantes. »

Les déchets produits en masse par le modèle économique actuel se retrouvent dans des pays lointains avec des effets sociaux et sanitaires sur les populations locales. Quelles sont les conséquences également sur les pays riches ?

Que l'on parle de la France ou de l'Europe, nous ne sommes pas autonomes en termes de recyclage. Il existe des capacités de tri ou de recyclage pour certains types de matériaux, mais les « performances de recyclage » atteintes aujourd'hui ne sont possibles que parce que nous nous appuyons aussi sur des capacités de recyclage extérieures. Les objectifs assez élevés fixés par la réglementation, que ce soit pour les emballages ou d'autres types de déchets, seront très compliqués à atteindre.

Si le recyclage est considéré comme la solution principale pour rendre soutenable notre niveau de consommation, il faut des capacités de recyclage aujourd'hui inexistantes. En respectant le principe de proximité, cela impliquerait de couvrir la France d'usines de recyclage en tout genre, ce dont on ne mesure pas les conséquences. La dépendance européenne à d'autres pays a déjà bien été illustrée par le revirement de la Chine il y a quelques années. Le pays avait décidé d'être beaucoup plus sélectif dans son importation de déchets plastiques venant d'Europe et des États-Unis.

Cette décision a complètement bouleversé le paysage du recyclage des déchets plastiques. Il y a eu un premier effet de report sur les pays voisins de la Chine, mais peu à peu, lesdits pays ont mis à leur tour certaines barrières à l'entrée. Énormément de déchets continuent à être exportés en Asie, notamment ceux issus de l'Amérique du Nord. Les pays européens ont dû trouver de nouveaux exutoires, par exemple la Turquie et certains pays d'Europe de l'Est, car ils n'étaient pas en capacité de traiter leurs propres déchets.

Vous critiquez la notion d' « économie circulaire » telle qu'elle est utilisée par les gouvernements et les grands groupes, c'est-à-dire mettant en avant le recyclage comme la solution principale. Est-ce le dévoiement d'une belle idée avec laquelle il s'agirait de renouer ?

Comme le développement durable, l'économie circulaire a été vidée de sa substance. Elle reposait au départ sur l'idée de sobriété. Par opposition à une économie linéaire où tout finit très vite en décharge et en incinérateur, il s'agissait de circulariser d'abord les usages. Autrement dit, le recyclage intervenait une fois seulement que l'objet arrivait réellement en fin de vie et qu'il n'était plus du tout réemployable ou réparable.

L'économie circulaire est une série de principes logiques à condition de les respecter dans le bon ordre. Le concept a eu un certain succès, car il est positif, mais sa diffusion s'est accompagnée d'une altération de son sens, notamment dans les plans (ou stratégies) d'économie circulaire des grands groupes, centrés sur le recyclage. Une véritable économie

circulaire remettrait en question le modèle économique fondé sur l'usage unique. **Cela ne veut pas dire, j'y insiste, que le recyclage ne devrait faire pas partie des solutions, mais il ne faut pas en exagérer la portée.**

« L'attrait pour le recyclage s'explique en partie par l'idée que des solutions technologiques nous éviteraient de revoir nos modes de consommation. »

Le recyclage hissé au rang de principal remède a l'avantage de ne pas remettre en cause le modèle économique. Il relève aussi du techno-solutionnisme. N'est-ce pas une autre raison de la focalisation sur ce type de solution ?

L'attrait pour le recyclage s'explique effectivement en partie par l'idée que des solutions technologiques nous éviteraient de revoir nos modes de consommation. Le recyclage peut apparaître ainsi à la fois comme la voie la plus rationnelle et la plus facile. Or, la capacité de ces technologies à nous sortir d'affaire n'a rien d'évidente. Si l'on examine toutes les conditions à réunir pour que le recyclage advienne, et cela de façon qualitative, nous sommes très loin du compte.

Tous les processus de recyclage, même les plus optimisés, comportent des pertes de matière, des consommations d'eau, d'énergie et de ressources. *A fortiori* car, pour la plupart des activités de production, les objectifs que se fixent les entreprises ne sont pas des objectifs de production constante mais croissante. Le seul moyen de réduire la consommation de matières premières vierges est donc de réduire la consommation. Cela passe par questionner les objets et les emballages dont nous avons réellement besoin, et s'interroger plus globalement, et collectivement, sur nos choix de consommation pour arrêter de gaspiller les ressources.

Pouvez-vous expliquer ce que sont les éco-organismes et en quoi sont-ils inefficaces ?

Ils ont pour rôle de financer la prise en charge des objets ou des emballages arrivés en fin de vie. Les éco-organismes sont des opérateurs de ce qu'on appelle les filières de Responsabilité élargie du producteur (REP). Dans les années 1980-début des années 1990, les collectivités locales en charge de la gestion des déchets ménagers tiraient la sonnette d'alarme, car les déchets, trop nombreux, leur coûtaient de plus en cher. Elles demandaient à ce que les producteurs ou ceux qui mettent les produits et les emballages sur le marché contribuent financièrement à la prise en charge des déchets. Les filières de responsabilité élargie du producteur mises en place suite à cela fonctionnent au moyen d'éco-contributions versées par les producteurs, collectées par les éco-organismes et redistribuées soit aux collectivités locales soit à des opérateurs de tri, recyclage ou réemploi.

Au fil des décennies, on a de plus en plus insisté sur le rôle environnemental de ces filières, par exemple en termes d'incitation à l'éco-conception. Cet outil devait servir à orienter le comportement des producteurs avec des systèmes de bonus-malus, mais son efficacité sur ce

plan est très discutable. Les comportements des producteurs n'ont pas changé fondamentalement. De ce fait, la prévention des déchets n'a pas vraiment bénéficié de la mise en place de ces filières. Dans le meilleur des cas, les éco-organismes ont permis une meilleure prise en charge, une meilleure gestion, un meilleur financement des déchets, mais pas la réduction significative de la quantité de déchets produits.

Quelles sont les raisons de leur échec au-delà de tout ce que vous avez dit sur l'insoutenabilité du modèle économique actuel ?

L'un des problèmes majeurs est leur gouvernance. Les éco-organismes sont des structures privées qui doivent être agréées par l'État sur la base d'un cahier des charges, mais elles restent des émanations des producteurs et des metteurs sur le marché, ce qui réduit forcément leurs ambitions en termes de réduction des déchets. Concernant la filière des emballages, les actionnaires et membres du Conseil d'administration de Citeo, par exemple, sont des structures de l'agroalimentaire dont le produit vendu n'est pas l'emballage, mais pour qui l'emballage a de l'importance sur le plan du marketing afin d'écouler leur offre.

C'est encore plus vrai quand il est question de produits et non pas d'emballages. Les entreprises ne vont pas réduire d'elles-mêmes la mise sur le marché de produits neufs ! Les éco-organismes se retrouvent donc à devoir mener une mission impossible : faire des choses qui vont à l'encontre du développement du chiffre d'affaires de ceux qui composent leur gouvernance, la totalité ou la quasi-totalité de ces producteurs ou metteurs sur le marché ayant des objectifs de croissance.

Propos recueillis par Laurent Ottavi.

Photo d'ouverture : Mohammed Abdulraheem - @Shutterstock